



MAI 2019

**La DGFIP est la colonne vertébrale de l'État social redistributeur.
Le gouvernement veut simplement lui casser les reins.
Cela passe d'abord par le Prélèvement à la Source, mais pas que.**

Que tu travailles en service de

- Direction,
- en SPF,
- en SIP,
- en SIE,
- en Trésorerie,
- en CDIF,

**tu vas être concerné.e par les projets de fermetures et de délocalisation !
Ce sont les transferts ou abandons de missions,
la mobilité forcée, la « géographie revisitée » !**

« France services » (public?) pour entretenir l'illusion d'une présence et d'un accueil à la place des Trésoreries ?

C'est un peu comme la promotion du dispensaire à la place de l'hôpital, la promotion d'un gadget en territoire à la place de la proximité et de la pleine compétence !

Celle ou celui qui promet « France services » ou la « Maison de Service Au Public » ça, c'est un marchand de vent, un charlatan.

Celle ou celui qui croit à « ça » pense aussi que la terre est plate, que le climat va bien, que Monsanto est un révolutionnaire mexicain et les marcheurs blancs sont des yétis anisés.

Comprenons nous bien !

Que tu travailles en Direction – surtout si tu ne reçois pas de public (SLR, CGR, Domaines...),

Ou que tu travailles à La Ciotat, Allauch, Roquevaire, Gardanne, Trets, Lambesc, Vitrolles, Berre, Miramas, Martigues, St. Andiol, Châteaurenard, Tarascon, St. Rémy, Maussane, Marignane...

Tu vas partir !?

Soit pour aller coloniser des friches où l'État est propriétaire. C'est l'argument de vente de Darmanin auprès des élus locaux car ton fabuleux pouvoir d'achat (malgré le gel de ton point d'indice) sera une aubaine pour revitaliser les commerces du centre ville du bourg local qui se meurt... (déconcentration de proximité !)

Soit tu vas gicler en « back office » et travailler à la chaîne... (Trésoreries, puis recouvrement (?))

Soit tu swicheras entre le SIP et le SIE, car un des deux est en trop au même endroit. T'es plutôt Tarascon ou Arles ? Salon ou Istres ? Aubagne ou La Ciotat ?

Il est possible que tu arrives à rester s'il demeure des services sur place (car tu souhaites travailler près de là où tu habites à proximité de l'école de tes enfants) mais tu seras obligé.e de changer de mission et de métier. Y'aura t-il de la place pour tout le monde ?

D'après toi, pourquoi la Drfip 13 a-t-elle recensé les lieux d'habitation de chaque agent.e ? Pour jouer au monopoly ?

Si tu es sous-locataire, car la Drfip loue les locaux où tu travailles, que se passe t-il ?

Pas de pot, Pan sur le Pif. (Trésoreries). T'es rayé.e.

Même si tu n'es pas dans du locatif, pan sur le pif: SPL, CDIF, SPF... T'es fusionné.

Même si tu n'es pas dans du locatif, pan sur le pif (spécialisation SIP ou SIE avec 50 emplois par structure).

Si t'étais comptable public, tu deviendras un représentant placier en conseils et analyses financières. Tu rendras des comptes au Boss A+++ du Back-office: peaufine le reporting et tes chiffres !

La mutation ?

Naïf, t'as été sur ALOA en ce printemps 2019 pour faire ta demande de mutation...

Attends la fin des élections européennes, tu vas voir les annonces ! T'as peut-être demandé du vide, un service qui n'existera plus !

Hop ! tu muteras puis tu migreras avec la mission qui se barre.

Ce n'est pas pour rien qu'ils ont fait péter les RAN et les droits et garanties qui s'y rattachaient !

Voilà le scénario de la géographie revisitée de Darmanin, Parent et Fournel, nouveau DGFIP et ancien chef de cabinet de... Darmanin.

En même temps qu'ils vendent nos missions à la découpe -et les agents avec- (Cf. le détachement d'office en agence comptable, ou le démantèlement du cadastre ou des DISI), ils veulent revenir à l'abattage en taylorisant en back-office nos missions de service public de proximité et de pleine compétence, d'égalité d'accès et de traitement: une nouvelle organisation du travail « émancipatrice », entre les temps modernes de Charlot et des doubles écrans de statistiques !

Pour la CGT Finances publiques 13, les choses sont claires.

Le gouvernement veut non seulement nous assujettir (loi Dussopt Fonction publique) mais et surtout en finir avec le réseau et les missions de proximité (elle a bon dos la dématérialisation).

**Pour la CGT Finances publiques 13,
il ne peut y avoir de négociations sur le plan de casse.**

Pour la CGT, la solution, c'est passer de l'attentisme à l'action, de l'incrédulité à la lucidité de chacun.e pour constituer le rapport de force pour contrer le plan de saccage qui est en cours.

Cela passe et passera par des formes d'action, où le syndicat sera présent pour mobiliser et soutenir les interventions des agents dans chaque service, dans chaque unité, sur un seul dénominateur commun: **chacun.e est aujourd'hui l'acteur de la résistance au démantèlement de nos missions, du service public, de nos droits et garanties.**

Cela passera aussi par des actions en convergence avec d'autres secteurs du service public, l'alerte envers les citoyen.nne.s et les élus, les relais locaux de la CGT (unions locales et syndicats du secteur géographique) et bien sûr l'unité la plus large.

Nous allons vous rencontrer dans les services pour construire ce rapport de force non seulement possible, mais nécessaire.

L'administration, sur ordre du gouvernement attend la fin des élections européennes pour faire ses annonces. L'année prochaine, il y aura les élections municipales.

Entre les deux, le mouvement revendicatif social doit encore s'amplifier.

Entre les deux, les élus (du peuple) doivent nous dire s'ils cautionnent ou pas la liquidation de nos services ! Soit la terre est ronde, soit elle est plate comme « France services ».

Cela dépendra du rapport de force que nous serons capable de construire.

Seuls, ils ne peuvent avoir raison contre toutes et tous.

La CGT vous dit à très bientôt dans les services !

**www.dgfip.cgt.fr/013 - 04 91 17 92 06/97 67 – cgt.drfin13@dgfip.finances.gouv.fr
Renforcez la CGT ! Syndiquezvous !**